



## Indonésie: un gros potentiel pour l'économie suisse

À l'occasion de la 10e réunion de la commission économique mixte Suisse-Indonésie, des représentants des deux pays ont mis en lumière les étroites relations économiques et œuvré à leur intensification. Ce pays d'Asie du Sud-Est recèle un grand potentiel pour l'économie suisse.

La 10e réunion de la commission économique mixte (CEM) Suisse-Indonésie s'est tenue mardi à Berne, sous la direction de l'ambassadrice Andrea Rauber Saxer et de l'ambassadeur Umar Hadi, directeur général des Affaires américaines et européennes au ministère indonésien des Affaires étrangères. Le secteur privé était représenté du côté indonésien par KADIN, la faïtière des entreprises indonésiennes, et du côté suisse, par economie suisse ainsi que des représentants des secteurs tech, pharmaceutique, textile, horloger, logistique et de la certification.

Cette réunion tombait particulièrement bien pour les deux délégations. Des évolutions intéressantes se sont en effet produites ces derniers mois dans les relations économiques bilatérales entre la Suisse et l'Indonésie.

### **Un nouvel accord de protection des investissements vient compléter l'accord commercial existant**

Le Parlement suisse a **approuvé** fin 2023 le nouvel accord de protection des investissements entre la Suisse et l'Indonésie, qui pourra donc entrer en vigueur sous peu. economie suisse s'attend à ce que cet accord, associé à celui de partenariat économique (CEPA) en vigueur depuis 2021, renforce

considérablement la dynamique commerciale et d'investissement des entreprises suisses en Indonésie et inversement. Le CEPA n'a pas encore dynamisé les échanges bilatéraux dans la mesure espérée – mais le potentiel est grand. À l'occasion de la réunion, les participants ont discuté de mesures pour accroître encore l'utilisation de l'accord par les entreprises des deux pays. Une de ces mesures est la reconnaissance de tous les droits de douane préférentiels.

### **De nouvelles opportunités avec le nouveau président indonésien**

En février dernier, le peuple indonésien a élu un nouveau président en la personne de Prabowo Subianto, qui prendra ses fonctions en octobre 2024. L'économie suisse est impatiente de voir l'évolution des relations économiques bilatérales sous la nouvelle présidence.

L'une des priorités du président désigné sera sans doute la construction et l'extension de la nouvelle capitale indonésienne Nusantara, démarrée sous l'actuel président Jokowi. Dans le cadre de la réunion, des participants ont abordé la question d'une **contribution possible des entreprises suisses** à ce méga-projet (dans le domaine des infrastructures, de l'eau ou des transports, par exemple).

Sur la scène internationale, Prabowo Subianto continuera par ailleurs à faire avancer l'adhésion de l'Indonésie à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). **Des discussions officielles** sont en cours depuis février. En tant que première économie d'Asie du Sud-Est (forte de quelque 275 millions d'habitants), avec des prévisions de croissance avoisinant les 5% par an, l'Indonésie espère un soutien international pour ses projets de réforme. Ces derniers concernent en particulier la politique économique. L'Indonésie possède des richesses considérables sous la forme de matières premières (notamment le pétrole, le gaz naturel, l'huile de palme et le nickel), qu'elle souhaite transformer davantage sur son territoire pour en recueillir la valeur ajoutée («commodity downstreaming»).

### **Démarches concrètes pour des questions sectorielles**

Enfin, les représentants d'entreprises suisses ont également pu aborder diverses questions relatives aux échanges économiques. Il s'agit notamment de difficultés persistantes pour accéder à des médicaments innovants en Indonésie, de certaines réglementations complexes concernant l'importation de denrées alimentaires ou encore de restrictions aux investissements étrangers dans l'industrie aéronautique indonésienne. De plus, de nouvelles réglementations indonésiennes concernant les produits halal causent des problèmes à plusieurs entreprises suisses en lien avec leur exportation. En ce qui concerne l'accélération de la reconnaissance mutuelle des certifications halal, la délégation indonésienne a assuré l'économie suisse de son soutien actif..